

A l'attention de Monsieur le Premier Ministre, Jean Castex

Monsieur Castex,

Depuis la mise en place de l'obligation du port du masque chez NOS enfants (décret du 29/10/2020 concernant Protocole Sanitaire), et les différentes allocutions télévisuelles de nos décideurs concernant l'état d'urgence sanitaire et ses mesures restrictives liberticides, nous déplorons que vous n'ayez JAMAIS fait mention publiquement de cette mesure.

Aujourd'hui les enfants et adolescents restent les victimes silencieuses de cette Doctrine sanitaire face à l'épidémie de COVID19 dont l'épidémiologie actuelle rend illégitime l'état d'urgence sanitaire.

Aujourd'hui dix millions d'enfants (10 282 000 enfants en France en 2020, âgés de 6 à 18 ans), NOS enfants subissent cette maltraitance criminelle depuis 3mois sous le silence approbateur de vous et votre gouvernement.

Nous nous indignons que cette mesure du port du masque chez les enfants qui demeure inappropriée, disproportionnée face au bénéfice et risques encourus - reniant l'intérêt supérieur de l'enfant et ses droits fondamentaux reconnus dans la CIDE - n'est jamais été évaluée.

Malgré les alertes et retour expérientiels des professionnels de l'enfance diffusés dans les médias, concernant les impacts psychologiques, cognitifs, physiques, socio-économiques et environnementaux dévastateurs, il n'y a aucun avis ou recommandation énoncé par nos décideurs, mais aussi le HCSP, l'HAS, l'ODM quant à la nécessité immédiate car urgente d'une étude d'impact à l'échelle nationale.

Nous exigeons des évaluations des différentes mesures restrictives imposées dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, nous demandons transparence et rigueur scientifique—rappelant en référence à l'article 15 de la DUDDH intégrée à la Constitution "la Société a droit de demander compte à tout agent public de son administration". Nous vous demandons de respecter les recommandations du Conseil Scientifique, de l'HAS et du HCSP légitimant la participation des citoyens usagers dans les mesures de politique sanitaire.

Nous, citoyens, représentés par le Collectif Bas les masques dans cet écrit, vous demandons de rencontrer les citoyens que vous gouvernez, à l'instar de l'attention que vous avez portée aux représentants de Cultes.

Nous citoyens resterons déterminés dans nos revendications légitimes jusqu'à l'abrogation de l'obligation du port du masque grand public, jusqu'à l'abrogation de l'état d'urgence sanitaire et la révocation de ce régime d'exception, jusqu'à recouvrer la souveraineté de nos libertés et droits fondamentaux.

En espérant que ce courrier n'engendre pas votre silence, recevez notre attention citoyenne.

Collectif Bas les Masques